



# BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'ASEAN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE SINGAPOUR

N° 34 (2022)

## Faits saillants

- ❖ Singapour : l'inflation sous-jacente au plus haut en juillet depuis 14 ans à 4,8% en g.a.
- ❖ Indonésie : relèvement des taux de la banque centrale
- ❖ Thaïlande : suspension du Premier ministre

## Région

### M&A : l'ASEAN en tête de la région APAC au 1er semestre 2022

Les opérations de fusion-acquisition (M&A) en Asie se sont contractées au S1 2022 selon l'« *Asia M&A Monitor* » de Natixis. Le nombre d'opérations en Asie a en effet diminué en volume et en valeur au premier semestre, révélant la frilosité des investisseurs, inquiétés par la pandémie, les tensions géopolitiques, le ralentissement économique et les conséquences de la politique zéro-Covid en Chine. L'ASEAN est

la zone qui a enregistré les transactions les plus importantes en volume sur le premier semestre de cette année, en Indonésie particulièrement, alors que la Chine est au plus bas depuis 2006. Tous les secteurs sont affectés par la baisse des transactions, à l'exception des infrastructures. Le secteur des TIC a été privilégié par les investisseurs, dans l'ASEAN majoritairement.

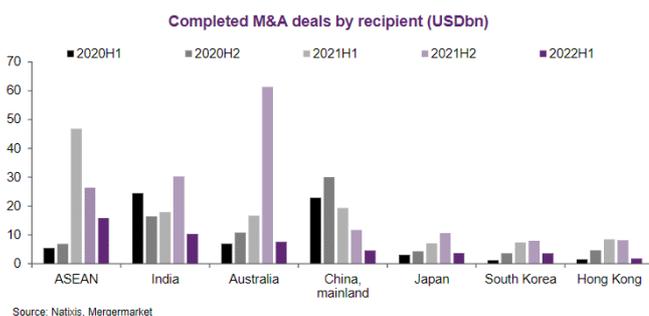
### Record des fonds VC en Asie du Sud-Est sur les 6 premiers mois de l'année

Les fonds VC du Sud-Est asiatique ont enregistré une performance record au S1 2022, d'après le rapport « *SE Asia's VC Funds* » de DealstreetAsia. Sur les 6 premiers mois de l'année, les VC de la zone ont levé 23 fonds pour un montant total de 3,3 Mds USD, dépassant déjà en partie les performances observées sur l'ensemble de l'année 2021 (22 fonds pour 3,5 Mds USD). Sur la période, 9 nouveaux fonds ont été lancés (contre 7 sur l'ensemble de l'année 2021). Les analystes anticipent toutefois un impact négatif de la dégradation des perspectives conjoncturelles.

## ❖ LE CHIFFRE À RETENIR

# 3,3 Md\$

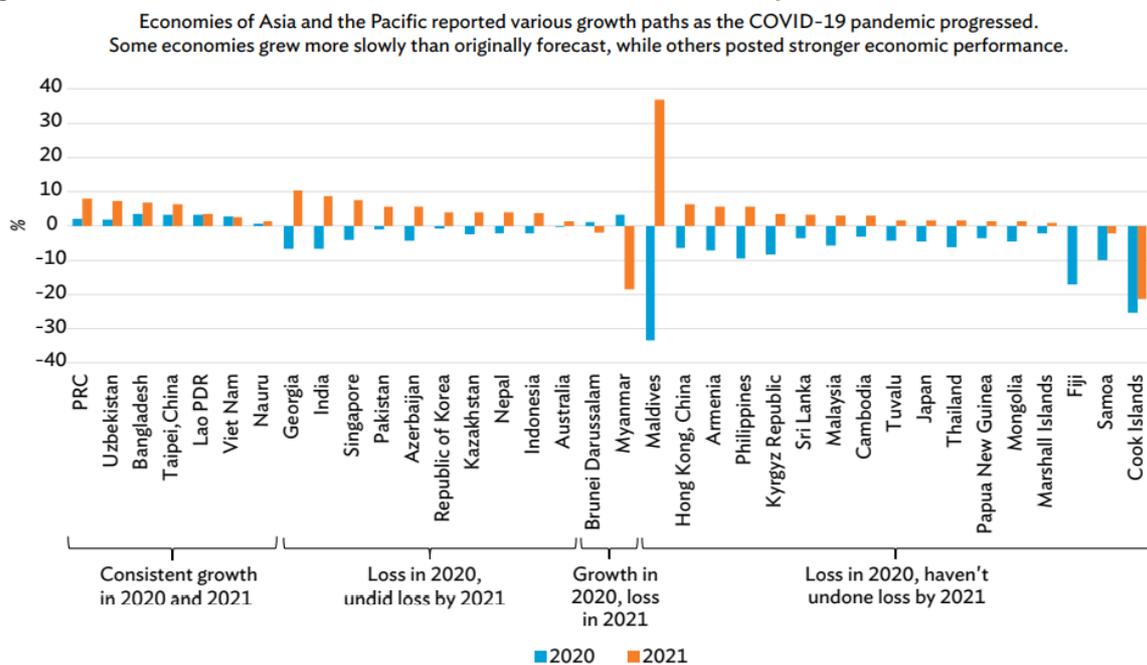
Fonds de capital-risque levés en Asie du Sud-Est au S1-2022, montant record et déjà supérieur aux levées enregistrées sur l'ensemble de l'année précédente



## Retard dans la lutte contre la pauvreté dans la région APAC selon la BAoD

D'après la Banque asiatique de développement (BAoD) dans son rapport « », la pandémie de Covid-19 aurait retardé la lutte contre la pauvreté d'au moins 2 ans dans la région. D'ici 2030, l'extrême pauvreté devrait néanmoins reculer pour ne plus toucher que 0,7% de la population régionale et environ 30% des habitants devraient rester modérément pauvres ou économiquement vulnérables. Dans le même temps, environ 25% des habitants de la région composeraient la classe moyenne et 43,9% les classes plus aisées. Cette perspective est néanmoins menacée par des différences dans la mobilité sociale ainsi que par d'autres incertitudes liées au risque de stagflation, aux conflits géopolitiques en cours, à une insécurité alimentaire accrue et aux chocs sur les prix de l'énergie.

**Figure 2.2: Latest Economic Growth Estimates versus Initial Growth Forecasts and Comparison of Growth Estimates in 2020 and 2021**



## Indonésie

### La Banque centrale relève ses taux

Inchangé depuis février 2021, le taux directeur a été relevé par Bank Indonesia (BI) de 25 points de base, atteignant 3,75%. La BI a également augmenté les taux de facilité de dépôt et de prêt, respectivement à 3% et 4,5%. Cette décision intervient dans le contexte d'inflation mondiale depuis le début de l'année, et après l'annonce du gouvernement de l'augmentation des prix du carburant non subventionné. En juillet 2022, l'inflation globale a atteint 4,9%, avec une inflation sous-jacente de 2,9%, une inflation des prix administrés de 6,5% et une inflation volatile de 11,5%. BI a prévu que l'inflation globale atteindrait 5,2% d'ici la fin 2022, et l'inflation sous-jacente, 4,15%. Avec cette mesure, la banque centrale souhaite aussi renforcer la politique de stabilisation du taux de change par rapport au dollar. En effet, au 22 août 2022, la roupie indonésienne s'est dépréciée de 4,3% par rapport au niveau enregistré fin 2021. Cette dépréciation reste inférieure à celle enregistrée dans des économies comparables comme la Malaisie (7,1%) et la Thaïlande (7,4%). Cette atténuation de la volatilité de la roupie repose aussi sur la croissance de l'Indonésie, avec une reprise de 5,0% au T1 puis de 5,4% au T2 2022. La BI estime que l'économie indonésienne serait en mesure de croître de 4,5 à 5,3% en 2022.

## La balance des paiements enregistre un excédent au T2 2022

La balance des paiements a accumulé un excédent de 2,4 Mds USD au T2 2022, après avoir enregistré un déficit de 1,8 Md USD au trimestre précédent. Ce renforcement de la résilience extérieure résulte de l'augmentation de l'excédent courant et de la réduction des déficits des comptes de capital et financier, en raison de l'accélération de l'activité économique nationale, associée à des retours sur investissements en hausse. L'excédent du compte courant est passé de 0,4 Md USD (0,1% du PIB) à 3,9 Mds USD (1,1% du PIB) entre le T1 et le T2 2022, soutenu par un excédent commercial de 15,6 Mds USD cumulés entre avril et juin (contre 9,3 Mds USD au T1).

## Malaisie

### Ralentissement en vue des exportations

Selon la banque CIMB, les exportations devraient commencer à ralentir au troisième trimestre. Cette perspective résulte de la baisse de la demande adressée à la Malaisie en huile de palme (-12% en juin-juillet) dans un contexte où l'Indonésie lève temporairement ses restrictions à l'exportation. Aussi, l'excédent de la balance commerciale devrait commencer à se réduire d'autant que les exportations de produits électroniques et électriques semblent avoir atteint leur point haut et que les importations restent robustes. Le retour des touristes pourrait toutefois atténuer cette tendance. Dans ce contexte, CIMB maintient sa prévision de déficit courant à 1,7% du PIB.

### Des cryptomonnaies moins attractives

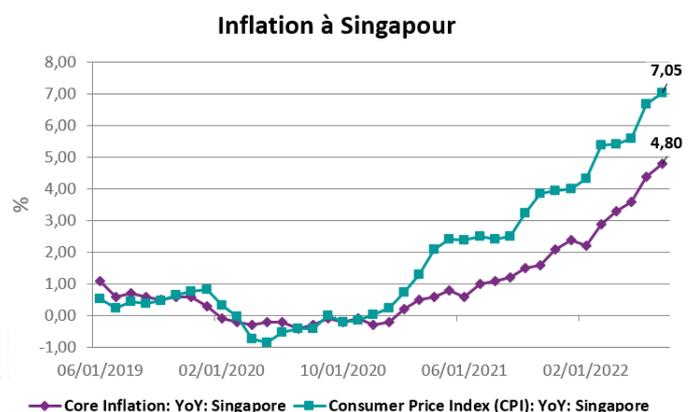
Selon une étude de la plateforme Finder.com, le taux d'adoption des cryptomonnaies en Malaisie a chuté de 20% à 15% depuis l'année dernière. Le Bitcoin reste la monnaie préférée (35%) devant l'Ethereum (24%). Cette situation s'explique par l'aversion au risque de l'investisseur malaisien quand bien même les marchés américain et sud-africain semblent reprendre doucement après la chute brutale observée au premier semestre.

## Singapour

### Inflation sous-jacente en juillet au plus haut depuis 14 ans

L'inflation sous-jacente (qui exclut le logement et les transports privés) a atteint 4,8% en g.a. au mois de juillet, au plus haut depuis novembre 2008, tirée par la hausse des prix de l'énergie (+24%) et des produits alimentaires (+6,1%). L'indicateur avait déjà dépassé le seuil des 4% le mois précédent (+4,4%). Selon l'Autorité monétaire de Singapour (MAS) et le ministère du Commerce et de l'Industrie (MTI), l'inflation sous-jacente devrait rester élevée dans les mois à venir, avant de décélérer vers la fin de l'année.

L'indice des prix à la consommation a, quant à lui, atteint 7,0% en g.a. en juillet (6,7% en juin). Dans ce contexte, la prochaine déclaration de politique monétaire de la MAS, prévue en octobre, pourrait conduire à un nouveau resserrement monétaire.



## Nouvel allègement des mesures sanitaires

A compter du lundi 29 août, les voyageurs ne présentant pas de schéma vaccinal complet ne seront plus tenus d'observer une quarantaine de 7 jours à leur arrivée ni de fournir un test PCR négatif à son issue. Ils n'auront également plus besoin d'autorisation pour entrer sur le territoire. Ils restent néanmoins tenus de présenter à leur arrivée un test PCR négatif réalisé dans les 2 jours précédant leur départ. Les visiteurs de court terme sans schéma vaccinal complet devront en revanche toujours justifier d'une assurance Covid-19 pour la durée de leur séjour. Dans le pays, le port du masque devient par ailleurs optionnel à la même date, à l'exception des transports en commun et des établissements de santé où il demeure obligatoire.

## Singapour 6<sup>ème</sup> mondial en matière de surveillance sur les plateformes

La cité-Etat se classe au 6<sup>ème</sup> rang mondial (sur 161 pays) en matière de surveillance sur les plateformes Google, Apple, Meta et Microsoft, avec 452 requêtes pour 100 000 comptes utilisateurs en moyenne adressées par les autorités singapouriennes. Le pays se classe derrière Malte (1 128), le Luxembourg (1 014), les Etats-Unis (585), l'Allemagne (489) et le Royaume-Uni (486). Etabli par la société de cybersécurité Surfshark, le classement se fonde sur l'examen des rapports de transparence des géants de la tech entre 2013 et 2020, et n'intègre pas les données de certains grands marchés comme la Chine, le Japon et la Corée du Sud, où les internautes utilisent des plateformes locales. Implanté à Singapour depuis 2007, Google renforce par ailleurs ses investissements dans la cité-Etat, avec l'inauguration d'un troisième *data centre* (portant le total de ses investissements à 850 M USD), le lancement d'un programme de formation professionnelle et la signature d'un partenariat avec le gouvernement pour co-crée des solutions d'intelligence artificielle (IA).

## Vietnam

### Le ratio de dette rapportée au PIB revu à la baisse

La dette du gouvernement central a fortement baissé en 2021 selon les statistiques vietnamiennes, passant de 49,9% du PIB en 2020 à 39,1% du PIB en 2021 soit 144 Mds USD (pour une dette publique de 157 Mds USD). Cette diminution s'explique cependant par un changement de méthodologie dans le calcul du PIB en 2019, se traduisant par une révision à la hausse du PIB de 25%. En appliquant la nouvelle méthode dès 2020, le ratio de la dette sur le PIB diminue plus modérément, de 39,4% en 2020 à 39,1% en 2021. Par ailleurs, le financement de la dette se fait de plus en plus sur le marché intérieur, 33% étant détenue à l'étranger en 2021, contre 40% en 2017. Le plus grand créancier étranger du Vietnam est la Banque mondiale (35% de la dette extérieure totale), suivi du Japon (29%), de la Banque asiatique de développement (BAsD, 17%), de la Corée du Sud (3%) et de la France (3%).

### Participation de HDBank au plan de restructuration des banques en difficulté

Le conseil d'administration de HDBank approuve la participation de la banque au programme de restructuration des établissements de crédit en difficulté. HDBank, du groupe Sovico, contribuerait à hauteur de 391,3 M USD au rachat imposé par la banque centrale de l'une des trois banques en difficulté du pays (CBBank, OceanBank ou GPBank) dans le cadre de la loi sur les institutions de crédit. HDBank ne sera pas tenue de consolider cette entité dans ses comptes. La banque commerciale a déjà réalisé deux méga-acquisitions avec succès, la première de DAiA Bank et la seconde de Société Viet Finance, filiale du groupe bancaire français Société Générale.

## Dynamisme du commerce de détail alimentaire

Selon Fitch Solutions, au cours des cinq prochaines années, les dépenses alimentaires et non alcoolisées devraient augmenter en moyenne de 10,7% par an au Vietnam pour s'établir à 63,8 Mds USD d'ici 2026 contre 44,2 Mds USD en 2022. Afin de répondre à cette demande et capitaliser sur la formalisation croissante du secteur, de nombreux acteurs annoncent des plans d'expansion. Le coréen Emart a récemment annoncé l'ouverture de 20 hypermarchés dans le pays d'ici 2026, et WinCommerce, dont le groupe coréen SK group vient d'acquérir 16,3% des parts, a également annoncé 700 nouveaux magasins de proximité WinMart+ ainsi que plus de 20 supermarchés et hypermarchés WinMart.

## Thaïlande

### Suspension du Premier ministre Prayut par la Cour constitutionnelle

La Cour constitutionnelle a suspendu mercredi le Premier ministre Prayut Chan-O-Cha de ses fonctions officielles, dans l'attente d'une décision sur la limite de durée de son mandat. Il continuera néanmoins d'exercer ses fonctions de ministre de la Défense, qu'il occupait en parallèle. La décision intervient quelques mois avant les élections générales après une pétition des membres de l'opposition selon laquelle le Premier ministre a atteint la limite de huit ans au pouvoir fixée par la Constitution de 2017. Alors que la décision finale de la Cour constitutionnelle est vattendue d'ici septembre ou octobre, le Vice-Premier ministre, Prawit Wongsuwan, devrait occuper en attendant la fonction de Premier ministre par intérim.

### Mesures de la banque centrale en faveur de la finance verte

La Bank of Thailand (BoT) cherche à accélérer le verdissement du secteur bancaire alors que la Thaïlande s'est fixée des objectifs ambitieux de réduction de ses émissions carbone. A partir de 2023, les banques thaïlandaises devront ainsi fournir à la BoT un rapport sur leur stratégie et les objectifs en matière de prêts en faveur de la transition écologique. En outre, la Banque centrale envisage de mettre en place d'ici la fin du T3 2022 des directives et procédures pour encourager les banques à distribuer des « crédits écologiques » aux PME thaïlandaises, entreprises qui de par leur taille ont le plus de difficultés à s'adapter aux exigences de l'économie verte. A ce titre, la BoT a récemment lancé un nouveau programme de prêt (« *Transformation Loan Scheme* ») visant à aider les PME à ajuster leurs activités aux impératifs environnementaux via notamment une plus grande utilisation des technologies numériques. Une taxonomie classifiant les activités économiques en fonction de leur impact environnemental est également en cours d'élaboration par la banque centrale. Cette classification, dont l'usage sera notamment destinée au secteur bancaire, devrait être finalisée en janvier 2023.

### Soutien continu au développement de la voiture électrique

Le gouvernement thaïlandais a adopté un programme de subventions à hauteur de 2,9 Mds THB (81 M USD) en faveur de l'achat de véhicules électriques (VE). Les subventions à l'achat oscilleront entre 18 000 THB (500 USD) et 150 000 THB (4 175 USD) par unité : 70 000 THB (1 950 USD) pour une voiture individuelle dotée d'une batterie de 10 à 30 kWh ; 150 000 THB par unité pour un véhicule non assemblé (CKD) ou complètement construit (CBU) avec une batterie de plus de 30 kWh ; 18 000 THB pour les motos électriques en CKD et CBU. Pour mémoire, en juillet le Cabinet avait déjà approuvé la mise en place de deux incitations, l'une portant sur la réduction de 80% de la taxe routière annuelle pour les VE enregistrés entre le 1<sup>er</sup> octobre 2022 et le 30 septembre 2025, l'autre sur l'exonération des droits de douane pour les pièces importées par les fabricants de VE dans les zones franches.

## Philippines

### Hausse des taxes pour les entreprises du secteur minier

Le Congrès a validé un projet de loi proposant un régime fiscal unique et rationalisé applicable à l'ensemble des entreprises du secteur minier, qui devrait rapporter près de 37,5 Mds PHP (670 M USD) de recettes selon le ministère des Finances (DOF). Les entreprises du secteur minier seront désormais soumises à un total de taxes à hauteur de 51% contre 38% auparavant. L'industrie minière est actuellement soumise à deux régimes fiscaux reposant sur les accords conclus avec le gouvernement : le Mineral Production Sharing Agreement (MPSA) et le Financial or Technical Assistance Agreement (FTAA). Les entreprises sous accord MPSA disposent du droit exclusif de mener des opérations minières dans une zone contractuelle, mais partagent la production avec l'Etat. Celles soumises au FTAA disposent d'un accord d'exploration, de développement et d'utilisation pour des projets de grande échelle (50 M USD d'investissements minimum). Les opérateurs doivent s'engager à privilégier les biens et services philippins et sont exemptés dans un premier temps de payer des redevances à l'état.

### Le budget national pour l'année fiscale 2023 en hausse de 4,9%

Le département du budget et du management (DBM) a soumis au Congrès le projet de budget national pour l'année fiscale 2023 qui s'élève à 5 268 Mds PHP (94 Mds USD), soit 4,9% de plus que le budget prévu en 2022. Il s'agit de la proposition la plus élevée de l'histoire des Philippines. Les axes prioritaires annoncés par le gouvernement sont l'éducation (16% du budget 2023, +8,2% par rapport à 2022), les infrastructures (13% du budget, -8,6%), la santé (5% du total, +10,4%), l'agriculture (3% du budget, +39,2%), et la protection sociale (4% du budget, -3%). Au niveau sectoriel, les principaux postes budgétaires sont les services sociaux, qui représentent de 39,3% du budget alloué, suivis des services économiques (29%).

## Cambodge

### Travail forcé : situation toujours alarmante au Cambodge

Plusieurs affaires récemment révélées par la presse et des ONG ont à nouveau mis l'accent sur la traite des êtres humains. Dans le pays, le problème ne tient pas au commerce d'êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle ou de prélèvement d'organes, mais au travail forcé au profit de groupes criminels généralement dirigés par des étrangers, chinois notamment. Ces organisations promettent des emplois lucratifs à des travailleurs étrangers, qui, une fois arrivés au Cambodge, se voient confisquer leurs passeports, menacés ou battus et contraints de se livrer à des activités très peu rémunérées ou illégales (escroqueries en ligne notamment). La police vietnamienne a ainsi récemment arrêté 40 employés vietnamiens qui avaient traversé la frontière à la nage sans papiers, pour fuir le Cambodge où ils travaillaient dans un casino qui ne les payait pas. Viti Muntarbhorn, rapporteur spécial des Nations unies, a été reçu par le gouverneur de la province de Sihanoukville à ce sujet.

### Les syndicats demandent une augmentation de 21 USD du salaire minimum

Lors de la 2<sup>ème</sup> réunion sur le salaire minimum, les syndicats du secteur textile ont demandé pour 2023 une augmentation du salaire de base de 21 USD (soit un peu plus de 10%), tandis que l'Association des fabricants de vêtements au Cambodge (GMAC) souhaite maintenir celui-ci à son niveau actuel (194 USD). Aucune décision n'a été prise lors de cette réunion et une nouvelle séance de négociation est prévue le 31 août. Les syndicats ont pour arguments la hausse de plus de 10% des ventes du secteur textile lors des 12 derniers mois et la prévision d'inflation à 5% pour 2022.

## Préparation d'un plan pour l'agriculture en collaboration avec la Chine

Le ministère de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche (MAFF) a mis en place, en collaboration avec des experts chinois, un groupe de travail pour élaborer un plan directeur visant à moderniser l'agriculture, en se concentrant sur les principaux produits et filières tels que le riz, le maïs, l'hévéa, le manioc, les bananes, la production animale et l'aquaculture. Les deux pays avaient conclu un accord sur ce projet en 2018, mais le processus de travail a été retardé par la crise du Covid-19. Le plan directeur devrait mettre l'accent sur la connexion des producteurs, du secteur privé et du marché via le renforcement de la qualité, de la sécurité et des normes pour la culture, la transformation et le conditionnement, afin de répondre aux besoins des consommateurs locaux et internationaux. Le Cambodge prévoit par ailleurs d'entamer son 2<sup>ème</sup> recensement agricole décennal le 1<sup>er</sup> avril 2023, dont les données collectées servent de base aux politiques, stratégies, plans d'actions et projets visant à promouvoir le développement socio-économique du pays.

## Laos

### Emission obligataire en bonne voie selon la Banque du Laos

80% de l'émission obligataire de 5 000 Mds LKP (environ 330 M USD) lancée par la Banque du Laos avec un taux d'intérêt de 20% le 15 juin avaient été vendues mi-août. Même si le taux d'intérêt servi (20%) ne couvre pas l'inflation (de 25,6% en juillet), l'absence d'alternatives semble assurer le succès de l'opération auprès des épargnants.

### Légère reprise de la création d'entreprises après la crise sanitaire

7 640 nouvelles entreprises ont été enregistrées au Laos sur les 6 derniers mois, soit 14,5% de plus qu'à la même période de l'an dernier. Les garages et points de vente au détail et en gros représentent 29% de ces nouvelles entreprises, suivis par les entreprises de construction (17%). A noter que si 44% de ces entreprises ont été enregistrées par des Laotiens, 39% l'ont été par des Chinois, 6% par des Vietnamiens et 5% par des Thaïlandais.

### EnR : nouveau projet solaire de 69 M USD

Le gouvernement souhaite développer les énergies renouvelables, notamment le solaire et l'éolien. 81% de l'électricité consommée au Laos est en effet générée par l'hydroélectricité, 17% par les centrales au charbon, et seulement 2% par les énergies renouvelables. L'objectif du gouvernement est d'atteindre 11% d'ici 2025, afin notamment de produire en saison sèche, pendant laquelle le Laos doit importer de Thaïlande. Des projets éoliens sont ainsi en cours à Xekong et Attapeu. Un projet solaire de 69 M USD a officiellement été lancé mi-août dans la province d'Attapeu, qui sera opérationnel fin 2023 et devrait produire 128 GWh d'électricité par an. Pour mémoire, un accord de principe a également été trouvé l'an dernier pour le projet solaire flottant mené par EDF à Nam Theun 2 dans la province de Khammouane. Par ailleurs, la société Keppel Electric importe depuis juin de l'hydroélectricité du Laos (jusqu'à 100 MW sont prévus durant cette phase-pilote), conformément au plan singapourien d'importer l'électricité renouvelable qu'il n'a pas la possibilité de produire localement.

### Lancement de la restructuration de Lao Airlines

Un comité ad hoc a été créé pour restructurer la compagnie aérienne appartenant à l'Etat, Lao Airlines. Présidé par le vice-ministre des Finances, ce comité a pour objectif de rendre l'entreprise plus autonome et rentable. Lao Airlines fait partie des 5 entreprises d'Etat désignées par l'Assemblée nationale pour faire l'objet d'une restructuration.

## Birmanie

### Remaniement ministériel

Le Conseil administratif d'Etat (SAC) a annoncé le 19 août le remaniement de son cabinet, avec comme principaux changements : le départ à la retraite du gouverneur et du premier vice-gouverneur de la banque centrale, le premier étant remplacé par la deuxième vice-gouverneur, Than Swe, et le second par le général à la retraite Zaw Myint Niang. Par ailleurs, le ministre de l'Investissement succède au ministre du Commerce et sera remplacé l'actuel Auditeur général.

### Contrôle sur les transactions financières mobiles

Afin de limiter les flux financiers en faveur des groupes de résistance, la banque centrale a demandé aux principaux acteurs financiers birmans (notamment les banques et les opérateurs de services monétaires mobiles) de documenter à partir du 15 août 2022 toutes les informations personnelles des clients effectuant des transactions financières mobiles.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Hervé OCHSENBEIN  
Rédacteurs : Esma LAOUADI, Olivia PEZARD, Eva THACH

Avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Rangoun et Phnom Penh

Copyright  
Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du SER de Singapour

Clause de non-responsabilité  
Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut être en aucun cas tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Pour s'abonner : [esma.laouadi@dgtresor.gouv.fr](mailto:esma.laouadi@dgtresor.gouv.fr) ; [olivia.pezard@dgtresor.gouv.fr](mailto:olivia.pezard@dgtresor.gouv.fr) ;  
[eva.thach@dgtresor.gouv.fr](mailto:eva.thach@dgtresor.gouv.fr)



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté  
Égalité  
Fraternité